

Les pourparlers sur l'agriculture reprennent

Le groupe de négociations sur l'agriculture s'est réuni le 18 janvier pour relancer son travail pour la nouvelle année. Le président du groupe, l'ambassadeur John Adank, a convoqué une réunion ouverte afin de débattre des propositions déposées par les membres depuis septembre dernier.

Parmi ces propositions figurait celle du G-20¹ sur la concurrence à l'exportation et l'administration des CT, dont on a discuté plus tôt cette année, et qui comprend un document diffusé par le Secrétariat de l'OMC sur les taux d'utilisation des CT (voir le numéro de *Genève en bref* du 11-01-2013). Il y avait également la proposition du G-33² sur la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire, qui cherche à adopter un certain nombre de dispositions concernant la sécurité alimentaire qui permettraient que la détention de stocks par les pouvoirs publics et l'achat à des agriculteurs pauvres à des prix de soutien soient envisagés comme des subventions de la catégorie verte, car ils n'auraient pas d'effet de distorsion sur les échanges.

Le G-33 a décrit cette proposition comme l'une des dispositions « stables » du projet de modalités de 2008, qui pourrait être incluse aux sujets devant être conclus à la 9^e Conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Bali en décembre. Cependant, lors d'une réunion ouverte, certains pays sont demeurés sceptiques qu'un programme qui comporte un soutien des prix puisse être considéré comme « vert ».

Pour ce qui est de la concurrence à l'exportation (crédits à l'exportation, garanties d'exportation et programmes d'assurance), le Secrétariat de l'OMC n'a pas été en mesure de compiler l'information demandée par le G-20, car les questionnaires qu'il a envoyés aux membres pour leur demander de fournir l'information manquant dans leurs notifications respectives n'a pas été retournée. Les fonctionnaires ont déclaré que la nature sensible de la question avait empêché certains délégués de fournir les renseignements demandés. Cependant, lors de la réunion du 18 janvier, les délégués ont réitéré leur volonté de discuter sérieusement des propositions.

La principale préoccupation des membres portait principalement sur l'atteinte d'un « équilibre » entre les sujets, c.-à-d. si le fait d'isoler les enjeux énumérés ci-dessus bouleverserait l'équilibre du texte sur le projet de modalités de 2008.

Des pourparlers plus ciblés à la mi-février

L'ambassadeur Adank a déclaré qu'il souhaitait commencer d'examiner les enjeux ci-dessus à partir de la mi-février, après la traditionnelle mini-conférence ministérielle de l'OMC qui se déroule en marge du Forum économique mondial qui se tient tous les ans à Davos, en Suisse.

« [TRADUCTION] À mon avis, à partir de la mi-février, nous aurons besoin de discussions plus ciblées portant sur le point auquel nous sommes parvenus sur les enjeux pertinents et sur quelles sont les perspectives de faire progresser ces enjeux particuliers », a déclaré M. Adank à l'ensemble des membres le 18 janvier, en espérant que les propositions actuellement à l'étude seraient un « catalyseur » pour les négociations sur l'agriculture de cette année.

Le président a encouragé les membres qui envisagent de déposer des propositions de les mettre à l'essai avec d'autres délégués avant de les soumettre, afin que les auteurs puissent recueillir « une quantité raisonnable de soutien » dans la perspective d'obtenir un accord dans le délai dont ils disposent avant la CM9.

Les membres doivent commencer les négociations sur l'accord plurilatéral sur les services

Les pays appartenant au groupe des « vraiment bons amis des Services », comme il est convenu de les appeler, en l'occurrence l'Australie, le Canada, le Chili, le Taipei chinois, la Colombie, le Costa Rica, l'UE, Hong Kong, la Chine, l'Islande, Israël, le Japon, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Pakistan, le Panama, le Pérou, la Suisse, la Turquie et les États-Unis, se réuniront pendant la semaine du 28 janvier pour entreprendre la négociation d'un nouvel accord commercial sur le commerce international des services.

Ont tient de plusieurs sources que les discussions du groupe porteront en premier lieu sur les aspects techniques et sur son calendrier de réunions de 2013, car plusieurs membres de la coalition essaient d'obtenir un mandat de leurs gouvernements respectifs afin d'entamer officiellement les négociations. C'est le cas des États-Unis, où le représentant au commerce des États-Unis, M. Ron Kirk, a expédié une lettre au Congrès américain le 15 janvier, pour aviser les législateurs américains de l'intention de l'USTR de commencer les négociations avec 20 autres membres de l'OMC (en comptant l'UE comme un seul).

« [TRADUCTION] Les négociations démarreront avec un groupe de 20 partenaires commerciaux qui représentent près des deux tiers du commerce mondial des services », a écrit l'ambassadeur Kirk, ajoutant que le groupe prévoit accroître le nombre de ces pays participants en y incluant des membres de l'OMC supplémentaires à mesure que les négociations avancent.

¹ G-20 – Groupe de pays en développement constitué en 2003, qui réclame le renversement des politiques protectionnistes et les pratiques à effet de distorsion du commerce des principaux pays développés. Sont membres des pays en développement du G-20 l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Chine, Cuba, l'Équateur, l'Égypte, le Guatemala, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, le Nigéria, le Pakistan, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Thaïlande, l'Uruguay, le Venezuela et le Zimbabwe.

² G-33 – Le G-33 est un groupe de 46 pays caractérisés par une forte population agricole et des préoccupations en matière de sécurité alimentaire qui a adopté une position défensive lors des négociations sur l'agriculture de l'OMC. Le groupe rassemble Antigua-et-Barbuda, la Barbade, le Belize, le Bénin, le Botswana, la Chine, la Côte d'Ivoire, Cuba, la République démocratique du Congo, la République dominicaine, le Salvador, Grenade, Guyana, le Guatemala, Haïti, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, la Jamaïque, le Kenya, le Laos, l'Île Maurice, Madagascar, la Mongolie, le Mozambique, le Nicaragua, le Nigéria, le Pakistan, Panama, le Pérou, les Philippines, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, le Sénégal, la Corée du Sud, le Sri Lanka, le Suriname, la Tanzanie, Trinité-et-Tobago, la Turquie, l'Ouganda, le Venezuela, la Zambie et le Zimbabwe.

Prochains événements

- AECG, semaine du 21 janvier 2013
- Forum économique mondial, 23-27 janvier 2013, Davos-Klosters (Suisse)
- Conseil général de l'OMC, 29 janvier 2013
- XVI^e série du PTP, 3-14 mars 2013, Singapour
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 26 mars, 4 septembre, 12 novembre 2013
- 9^e Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :
www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254